

**Demande déposée le 09/05/2005 Complétée le 22/07/2005**

**N° PC 31 149 05 C0043**

Par : **SNC VILLAGE VERT DE COLOMIERS**

Demeurant à : **130-140 quai Flora Tristan Immeuble LE SERANNE  
34070 MONTPELLIER**

Représenté par : **Monsieur [REDACTED]**

Pour : **Création de 51 unités de logements dans une Résidence de  
Tourisme**

Sur un terrain sis à : **Domaine de Puntis  
DB 21, DB 22, DB 53, DB 57**

**Surfaces hors-oeuvre**

**brute : 4339 m<sup>2</sup>  
nette : 3947 m<sup>2</sup> dont  
600 m<sup>2</sup> situés  
hors ZAC**

**Nb de logements : 51**

**Nb de bâtiments : 3**

**Destination : Résidence de  
Tourisme**

**MONSIEUR LE MAIRE DE COLOMIERS**

**le 17 AOÛT 2005  
PREFECTURE de la Hte-GARONNE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants.  
Vu le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z.) de la zone d'aménagement concerté (Z.A.C.) du PERGET approuvé le 11 juin 1986, modifié le 11 avril 2001,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé en date du 15 janvier 1981 et révisé le 17 décembre 2004,  
Vu le permis de démolir délivré à la SNC Village Vert de Colomiers en date du 4 Août 2005  
Vu le K Bis de la Société VILLAGE VERT DE COLOMIERS en date du 9 mai 2003,  
Vu l'attestation notariée portant acquisition des parcelles DB 21, 22, 53 et 57 en date du 20 mai 2003,  
Vu le Procès Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Village Vert de Colomiers en date du 15 février 2005,  
Vu la Convention d'Aménagement conclue entre le pétitionnaire et la Commune de Colomiers relative à la participation financière instituée dans la ZAC du PERGET prévue par l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, en date de ce jour,  
Vu l'attestation de Surface Hors Oeuvre Nette attribuée par la SEMLCAC en date du 22 juin 2005 annexée au présent permis de construire,  
Vu l'avis réputé favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours consulté en date du 2 juillet 2005,  
Vu l'avis défavorable de la Commission d'Arrondissement de Toulouse d'Accessibilité en date du 15 juin 2005,  
Vu l'avis du SIEPOT en date du 1<sup>er</sup> juin 2005,  
Vu l'avis du SIVOM assorti de prescriptions en date du 11 juillet 2005,  
Vu les avis favorables, assortis de prescriptions, émis par le service Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse (C.A.G.T.) en date du 7 juin 2005,  
Vu le courrier de la Préfecture de la Haute-Garonne "Bureau de la Réglementation et des Libertés Publiques" relatif au classement des hôtels et résidences de tourisme, en date du 22 juillet 2005,  
**CONSIDERANT** que les pièces complémentaires déposées le 30 juin 2005 répondent aux observations formulées par la Commission d'Arrondissement de Toulouse Accessibilité dans son avis défavorable en date du 15 juin 2005,  
**CONSIDERANT** que ladite Commission ne peut pas émettre d'avis dans les 2 mois suivant la date d'envoi du dossier complété en date du 2 juillet 2005,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée (cadre 1) et avec les surfaces figurant au cadre 2.

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

**PLANTATIONS ET ESPACES VERTS :**

20 % au moins de l'unité foncière devront être traités en jardin planté et engazonné.

**HAUTEURS DU PROJET :**

Les hauteurs du projet portées au plan de coupe annexé sont à considérer à partir du niveau du terrain naturel existant avant tous travaux. Les éventuels remblais périphériques ne devront pas excéder une hauteur de 0,60 m par rapport au niveau du terrain naturel existant avant tous travaux.

**COUVERTURE :**

Le matériau de couverture sera obligatoirement la tuile canal ou ses dérivés (tuile romane, tuile stop, tuile méridionale).

**AVIS DES SERVICES CONSULTÉS :**

Le pétitionnaire devra se conformer à l'ensemble des prescriptions contenues dans les avis ci-dessus visés et annexés à la présente décision.

**CLASSEMENT TOURISME :**

Le pétitionnaire fera son affaire du respect des procédures liées au classement de la procédure de classement des hôtels et résidences de tourisme, telles qu'elles sont explicitées dans le courrier de la Préfecture de la Haute-Garonne en date du 22 juillet 2005.

**EVACUATION DES MATERIAUX :**

Toutes dispositions devront être prises par le Maître d'Ouvrage pour assurer l'évacuation des matériaux conformément à la réglementation en vigueur. Toutes précautions nécessaires à la sécurité et à la préservation du domaine public seront mises en oeuvre. Une demande d'autorisation préalable auprès du service de la voirie sera nécessaire pour la mise en place d'échafaudages.

**SECURITE DE LA PISCINE :**

L'attention du pétitionnaire est attirée sur la nécessité de respecter le Code de la Construction et de l'Habitation en prévoyant un dispositif de sécurité destiné à prévenir les noyades.

ARTICLE 3 : - Contributions fiscales -

La réalisation du projet donnera lieu au versement de :

- La Taxe Locale d'Equipement (T.L.E.) portant sur les Surfaces Hors Œuvre Nette construites hors ZAC du Perget (soit 600 m²),
- La Taxe Départementale pour le financement des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (T.D.C.A.U.E.).

Le montant de ces taxes vous sera communiqué ultérieurement par le comptable du Trésor.

Elle donnera lieu également au versement de :

1. **La Participation pour Raccordement à l'Egout (P.R.E.)**, instituée par Délibération du Conseil d'Agglomération du Grand Toulouse en date du 28 juin 2002.  
Le montant de cette participation est fixé à **7 591 €** conformément à l'avis de la C.A.G.T. ci-annexé.  
Il sera mis en recouvrement lors du dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier.

2. **La participation due au titre de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme**, établie par la Délibération du Conseil Municipal de Colomiers en date du 17 décembre 2004 et dont les modalités sont fixées dans la Convention d'Aménagement signée par le pétitionnaire et annexée au présent arrêté de permis de construire. Le montant de cette participation est de **140 105,42 €** et les modalités de liquidation sont précisées dans la Convention d'Aménagement ci-annexée. Le pétitionnaire devra se conformer strictement aux dispositions contenues dans cette Convention.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

COLOMIERS, le 11 AOUT 2005

LE MAIRE,



**Bernard SICARD**

Conseiller Général du Canton Toulouse XIII  
1<sup>er</sup> Vice Président de la  
Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.
- **VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.  
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.


# DECLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER

Dès l'ouverture de chantier (a) la présente déclaration établie en 3 exemplaires par le bénéficiaire du permis de construire doit être :

- soit **DEPOSEE** contre décharge à la mairie de la commune où la construction est entreprise
- soit **ENVOYEE** au Maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal

**EN CAS D'OPERATION DIVISEE EN TRANCHES, CHAQUE TRANCHE FERA L'OBJET D'UNE DECLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER**

**PERMIS DE CONSTRUIRE N° : PC 31 149 05 C0043**

Par :	<b>SNC VILLAGE VERT DE COLOMIERS</b>	<b>Surfaces hors œuvre</b> brute : 4339 m² nette : 3947 m²  <b>Nb de logements : 51</b>  <b>Nb de bâtiments : 3</b>  <b>Destination : Résidence de Tourisme</b>
Demeurant à :	<b>130-140 quai Flora Tristan Immeuble Le Céranne 34070 MONTPELLIER</b>	
Représenté par :	Monsieur 	
Nature des travaux :	<b>Création de 51 unités de logements dans une Résidence de Tourisme</b>	
Adresse des travaux :	<b>Domaine de Puntis DB 21, DB 22, DB 53, DB 57</b>	

**JE DECLARE LE CHANTIER OUVERT DEPUIS : 03/04/06 POUR :**



**OU**



## LA TOTALITE DES TRAVAUX

qui ont fait l'objet du permis de construire  
dont les références sont rappelées ci-dessus

EN CAS DE CONSTRUCTION



DE

D'UNE

**PLUSIEURS LOGEMENTS**

indiquer le nombre de logements  
par type de financement

**MAISON INDIVIDUELLE**

cocher simplement  
la case correspondante

**NATURE DU FINANCEMENT**

INDIQUER CI-DESSOUS

**LE NOMBRE DE LOGEMENTS COMMENCES**  
par type de financement

				PLA			
	81			PAP			
				PLI			
				PRET CONVENTIONNE (P.C.)			
	51			AUTRE FINANCEMENT			
				SANS FINANCEMENT			

(a) ON ENTEND PAR OUVERTURE DE CHANTIER

Les installations de palissades autour du chantier, l'arrivée du matériel, les premiers travaux de terrassement, etc.

Le 31.03.2006

Signature du bénéficiaire :

(b) Indiquer la surface hors oeuvre BRUTE pour les locaux agricoles

**ATTENTION** . Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré, est passible des sanctions prévues par les articles L 362-3 et R 362-3 du Code du Travail.

Au moment de l'ouverture de chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance DOMMAGES-OUVRAGES. A défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

**DANS LE DELAI DE 90 JOURS** à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au bureau du cadastre ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Cette déclaration ne concerne pas les bâtiments agricoles. Elle permet de bénéficier de l'exonération temporaire de la taxe foncière de 2, 10 ou 15 ans. Si le propriétaire n'effectue pas cette déclaration, il perdra le bénéfice de cette exonération.

**CADRE RESERVE AU MAIRE**

OBSERVATIONS :

LE MAIRE,



**Bernard SICARD**

Conseiller Général du Canton Toulouse XIII

1<sup>er</sup> Vice-Président de la

Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse

Fait à COLOMIERS, le

**13 JUIN 2007**



Demande déposée le 18/06/2007

N° PC 31 149 05 C0043 A

Par : SNC SUITES VILLAGES DE COLOMIERS

Demeurant à : 10 avenue André Marie Ampère  
31770 COLOMIERS

Représenté par : Mr

Pour : Modifier l'aspect extérieur des façades

Sur un terrain sis à : 10 avenue André Marie Ampère – "Domaine de Puntis"  
DB 21, DB 22, DB 53, DB 57

Surfaces hors-oeuvre

brute : 0 m<sup>2</sup>

nette : 0 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Résidence de tourisme

MONSIEUR LE MAIRE DE COLOMIERS

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé en date du 15 janvier 1981, révisé le 17 décembre 2004 et modifié le 29 juin 2006,

Vu le procès-verbal de l'assemblée Générale Ordinaire en date du 13 juin 2007 donnant pouvoirs à Monsieur Louis THOMAS à l'effet de signer le permis de construire modificatif,

Vu l'arrêté de permis de construire initial n° 31 149 05C0043 en date du 11 août 2005,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 :

Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée (cadre 1).

ARTICLE 2 : PERMIS ANTERIEUR

Les prescriptions contenues dans l'arrêté de permis de construire initial sont maintenues pour autant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

COLOMIERS, le 01 AOUT 2007

LE MAIRE,



Bernard SICARD

Conseiller Général du Canton Toulouse XIII  
1<sup>er</sup> Vice Président de la  
Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse





# DECLARATION D'ACHEVEMENT DE TRAVAUX


Dans un délai de 30 jours à dater de l'achèvement des travaux soumis à permis de construire

- y compris l'aspect extérieur des constructions (peintures et enduits extérieurs, etc.) et l'aménagement de leurs abords (clôtures, plantations) si le permis de construire le mentionne

la présente déclaration établie en 3 exemplaires par le bénéficiaire du permis de construire doit être :

- soit DEPOSEE contre décharge à la mairie de la commune du lieu de construction
- soit ENVOYEE au Maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal

## PERMIS DE CONSTRUIRE N° PC 31 149 05 C0043 A

Bénéficiaire :	SNC SUITES VILLAGES DE COLOMIERS	<b>Surfaces hors-oeuvre</b> brute : 0 m <sup>2</sup> nette : 0 m <sup>2</sup>  <b>Nb de logements : 0</b>  <b>Nb de bâtiments : 0</b>  <b>Destination : Résidence de tourisme</b>
Demeurant à :	10 avenue André Marie Ampère 31770 COLOMIERS	
Représenté par :	Mr 	
Nature des travaux :	Modification aspect extérieur des façades	
Adresse des travaux :	10 avenue André Marie Ampère DB 21, DB 22, DB 53, DB 57	

JE DECLARE L'ACHEVEMENT DEPUIS LE :

25/09/07

DE :



OU



### LA TOTALITE DES TRAVAUX

qui ont fait l'objet du permis de construire dont les références sont rappelées ci-dessus



### UNE TRANCHE DES TRAVAUX

qui ont fait l'objet du permis de construire dont les références sont rappelées ci-dessus

#### CONTENU DE LA TRANCHE ACHEVEE

NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINES :

#### LOCAUX NON DESTINES A L'HABITATION

SURFACE HORS-OEUVRE NETTE (1) :

(1) Indiquer : la surface hors oeuvre BRUTE pour les locaux agricoles

Le

25/09/07

Signature du bénéficiaire du permis de construire :



A L'EXPIRATION D'UN DELAI DE 3 MOIS, après envoi de votre déclaration d'achèvement de travaux, si aucune décision ne vous a été notifiée, vous avez la possibilité de requérir de l'autorité compétente la délivrance du certificat de conformité par lettre recommandée avec avis de réception postal et copie le cas échéant au Préfet (CF. Art. R 460-5 du Code de l'Urbanisme).

La décision doit alors vous être notifiée dans le mois de cette réquisition. A l'expiration de ce dernier délai, si aucune décision n'est intervenue, le certificat de conformité est réputé accordé.

DANS LE DELAI DE 90 JOURS à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au bureau du cadastre ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Cette déclaration ne concerne pas les bâtiments agricoles. Elle permet de bénéficier de l'exonération temporaire de la taxe foncière de 2, 10 ou 15 ans. Si le propriétaire n'effectue pas cette déclaration, il perdra le bénéfice de cette exonération.

DANS LE DELAI D'UNE ANNEE à compter de la déclaration d'achèvement des travaux et si la construction a été réalisée à l'aide d'un prêt conventionné ou avec l'aide financière de l'Etat (prêt aidé à l'accession à la propriété, prime à l'amélioration de l'habitat...) les logements devront être occupés dans les conditions réglementaires (ce délai peut être augmenté dans certains cas; se renseigner auprès de la Direction Départementale de l'Equipeement)

## ATTESTATION DE CONFORMITE

Dans le cas où les travaux ont été dirigés par un architecte ou un agréé en architecture, l'attestation de conformité ci-dessous devra être complétée, datée et signée :

Je soussignée :

demeurant à :

Patrick DASSAUX

7, allée des Cyprès 33700 MÉRIGNAC

agissant en qualité d' ☒

architecte



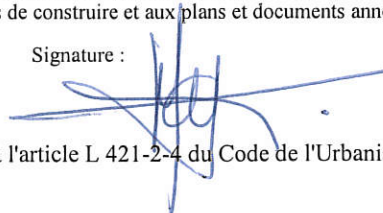
agréé en architecture

atteste qu'en ce qui concerne l'implantation des constructions, leur destination, leur nature, leur aspect extérieur, leurs dimensions, leurs surfaces hors-oeuvre et l'aménagement de leurs abords, les travaux exécutés ont été réalisés conformément au permis de construire et aux plans et documents annexés à ce permis.

COLOMIERS Le :

25/09/07

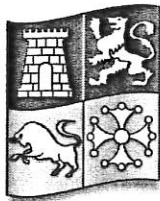
Signature :



La présente lettre est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.

# Ville de Colomiers

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE  
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ



Service Urbanisme  
Affaire suivie par [REDACTED]  
Tél. : 05. 61. 15. 22. 81  
N/Réf. : BS/CG/ED/CA

Objet : Certificat de conformité  
Permis de construire

Colomiers, le 04 DEC. 2013

**SNC SUITES VILLAGES DE COLOMIERS**  
**Monsieur Louis THOMAS**

10 avenue André Marie Ampère  
**31770 COLOMIERS**

Monsieur,

Faisant suite à votre lettre en date du 10 octobre 2013 relative à l'immeuble sis 10 avenue André Marie Ampère à Colomiers, cadastré DB 21-22-53-57, je vous informe que la Déclaration d'Achèvement des Travaux relative au permis de construire n° PC 031 149 05C0043 délivré le 11 août 2005 et à son modificatif n° PC 031 149 05C0043-A délivré le 01 août 2007, a été déposée le 09 octobre 2007.

A cette date, le Code de l'Urbanisme prévoyait en son article R.460-5 que « *A défaut de notification dans le délai de 3 mois, le bénéficiaire du permis de construire requiert, par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, l'autorité compétente de délivrer le certificat. Il adresse copie de cette lettre au Préfet lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente pour statuer.*

*La décision doit alors lui être notifiée dans les formes prévues à l'article R. 460-4, dans le mois de cette réquisition. A l'expiration de ce dernier délai, si aucune notification n'est intervenue le certificat de conformité est réputé accordé.*

Ainsi, je vous confirme par la présente que la conformité des travaux pour les autorisations visées n'a pas été contestée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

LE MAIRE,



**Bernard SICARD**

Président Délégué de la  
Communauté Urbaine Toulouse Métropole

